

M. Sanguinetti assure que la maladie n'est pas un obstacle au bon gouvernement d'un pays

Les instances dirigeantes de l'U.D.R. ont tour à tour siégé à la fin de la semaine dernière : le bureau exécutif s'était réuni mercredi 27 mars ; le comité central avait pris la suite, le vendredi 29, et les secrétaires fédéraux se sont retrouvés samedi.

Les dirigeants gaullistes ont pris un certain nombre de décisions relatives à la vie de leur mouvement. Ainsi, une réforme des méthodes de travail du comité central (qui se réunira tous les deux mois pendant deux jours) a-t-elle été adoptée. Ainsi, de nouvelles instances régionales ont-elles été mises en place (sur la proposition de M. Jean Vailleix, député de la Gironde, il a été décidé d'instituer des commissions régionales).

On a également parlé de la participation : un questionnaire sur ce sujet sera envoyé à chaque fédération et les résultats de la consultation seront examinés au mois de juin prochain par le comité central. Les risques que peut faire courir aux libertés individuelles l'utilisation intensive des ordinateurs ont été également évoqués, de même que les difficultés des ministres écartés du gou-

Samedi après-midi 30 mars, dans les salons de l'hôtel Lutétia, à Paris, M. Alexandre Sanguinetti a commenté les travaux récents des diverses instances de l'U.D.R. Le secrétaire général a affirmé que la formation gaulliste s'était essentiellement appliquée à montrer qu'elle est « une force de soutien de la politique définie par le président de la République et appliquée par le premier ministre, et aussi une force de proposition qui doit dire aux pouvoirs publics ce que sont ses préoccupations et les préoccupations de la nation ».

M. Sanguinetti a ajouté : « Nous sommes préoccupés par l'inflation. Tout en mesurant les causes extérieures de cette situation, nous avons tout de même fait la part de ce qui est de notre responsabilité intérieure : responsabilité de la nation ou responsabilité gouvernementale.

« Nous préoccupe également la disparité excessive entre les salaires et les revenus et les injustices fiscales évidentes. Nous réclamons, depuis des années, des réformes fiscales en profondeur. Il y a des résultats, mais le résultat d'ensemble n'est pas satisfaisant. Le gouvernement doit aborder cette situation avec un sentiment plus volontariste. Les mesures prises permettent d'espérer un certain ralentissement, mais il faut aller plus loin. Ce n'est pas manquer au soutien et à la solidarité avec le gouverne-

vernement (M. Sanguinetti a suggéré que les anciens ministres retrouvent leur place à l'Assemblée nationale au bout de six mois).

Mais l'essentiel de ces travaux est peut-être dans le ton plus ferme adopté par l'U.D.R. à l'égard du gouvernement — et non du seul M. Giscard d'Estaing — en ce qui concerne la nécessité d'une politique économique plus audacieuse (« le Monde » daté 31 mars et 1^{er} avril) et aussi dans le fait que la question de l'état de santé du président de la République a été évoquée à plusieurs reprises. Non seulement par M. Michel Debré, qui a affirmé que la seule « hypothèse de travail » est celle d'un chef de l'Etat allant jusqu'au bout de son mandat, mais par M. Sanguinetti lui-même. Celui-ci a assuré que la maladie n'est pas un obstacle au bon gouvernement d'un pays. Mais il a aussi montré, en déclarant que son parti est « le plus apte à répondre à un événement brusque », que, même dans les milieux où l'on veut le moins donner foi à la « rumeur », l'on est obligé d'en tenir compte. Et de le faire savoir. — N.-J. B.

par le premier ministre et selon lesquels la France pourrait avoir à renforcer sa défense nationale compte tenu des incertitudes européennes. « Nous approuvons entièrement M. Messmer, a-t-il dit, un des moyens de pression des Etats-Unis sur l'indépendance de l'Europe, c'est la menace du retrait de leurs forces. Or, comme nous avons décidé d'avoir une défense nationale et non une défense intégrée, il faut en payer le prix. Nous ne priverons certes pas ainsi les U.S.A. de leur moyen de pression sur le reste de l'Europe, mais nous aurons fait notre devoir, et si l'Europe veut oser nous suivre, elle comprendra la présence américaine, permanente, physique, est moins nécessaire qu'elle ne le croit. »

Le secrétaire général de l'U.D.R. a parlé en ces termes de la rumeur sur l'état de santé de M. Pompidou : « Je ne vois pas de raison de parler d'élection présidentielle. Il faut le répéter : il n'en est pas question.

« Certes les secrétaires fédéraux de l'U.D.R. sont bien conscients que le président de la République ne jouit pas actuellement d'une excellente santé, mais ce problème me semble-t-il, affecte plus la classe politique que l'ensemble du pays. Au demeurant la maladie n'est pas un obstacle au bon gouvernement d'un pays. Nombre de grands hommes ont gouverné en souffrant de maux de

Richelieu a gouverné la France pendant quinze ans du fond de son lit.

« Cette rumeur n'affecte pas le dynamisme du mouvement (...). Nous sommes, dans la politique française, certainement les plus aptes à réagir à un événement brusque. »

Interrogé sur les préparatifs qu'auraient déjà entrepris certains candidats, M. Sanguinetti a répondu : « Je considère normal que chez nos adversaires on puisse se préparer deux ans à l'avance. En revanche, je ne trouverais pas convenable que l'un d'entre nous se prépare. »

A un journaliste qui faisait état de bruits selon lesquels M. Jacques Chaban-Delmas serait prêt à entrer en campagne, M. Sanguinetti a répondu : « Je le saurais. »

Enfin, à propos de la création éventuelle d'un poste de vice-président de la République, le secrétaire général de l'U.D.R. a déclaré : « J'imagine ce que serait le rôle de ce veuf : sa seule mission serait d'attendre la mort du président. A mon avis, il s'agit là d'une tentative pour nous imposer un régime présidentiel. Régime qui ne répond pas à nos souhaits. »

M. EDGAR FAURE SOUHAITE QUE LE GOUVERNEMENT ENGAGE SA RESPONSABILITÉ DEVANT L'ASSEMBLÉE NATIONALE LE 4 AVRIL

Dans une interview publiée par l'Aurore, M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, déclare, au sujet du prochain débat sur la politique générale du gouvernement : « Je vous dirai très franchement que je ne pense pas qu'il soit nécessaire qu'un gouvernement engage régulièrement sa responsabilité. Dans ce cas précis, à titre personnel, je dirai toutefois que je le souhaiterais. En effet, il faut éviter que se créent des stéréotypes. Plusieurs fois nous avons assisté à des déclarations gouvernementales non suivies d'un vote. Cela a entraîné la motion de censure qui a pris, dès lors, une sorte de caractère artificiel et répétitif un peu lassant.

« Donc, le gouvernement étant libre de sa décision, et l'usage qu'il en fait n'étant en aucun cas inconstitutionnel, je souhaiterais que, le 4 avril, il demande un vote.

« Ce vote serait intéressant. Nous savons qu'il n'y a pas de majorité absolue à l'Assemblée pour censurer le gouvernement. C'est un fait. Une motion de censure ne nous apprendrait donc rien. Par contre, il est intéressant, de temps en temps, de savoir quels sont les députés qui approuvent l'action gouvernementale. »

● Le Parti du peuple corse (autonomiste de tendance socialiste) a réuni à Bastia un congrès extraordinaire pour étudier les résultats du voyage de M. Messmer en Corse. Selon lui, « ces mesures n'apportent aucune solution aux problèmes qui se posent dans l'île et ne constituent que des palliatifs illusoire ». (...) « La solution ne doit pas être recherchée dans des attitudes qui conduisent à l'isolement, mais dans des luttes solidaires. »

La rentrée parlementaire

Le gouvernement hésite encore à solliciter la confiance

(Suite de la première page.)

M. Edgar Faure conseille à M. Messmer de recourir à cette procédure. Le bon sens — ou, mieux, le sens politique — aussi. Au moment où il prêche la discipline à l'U.D.R. et la cohésion à l'ensemble de la majorité, alors qu'il souhaite, après avoir été confirmé dans ses fonctions, conforter son autorité, on comprendrait mal que M. Messmer ne demande pas à ceux qui le soutiennent de se déterminer positivement et aux hésitants de prendre leurs responsabilités. La procédure de la censure n'apporterait rien qu'on ne sache déjà, puisqu'elle a été utilisée le 25 janvier dernier au cours de la session extraordinaire. L'opposition avait

alors recueilli 208 voix. L'important n'est pas actuellement de savoir si elle en obtiendrait deux ou trois de plus ou de moins, il est de compter, avant « une période difficile », la véritable majorité : celle qui est faite seulement de partisans convaincus, sans l'appoint incertain des abstentionnistes.

ANDRÉ LAURENS.

M. CHAPUIS : un accord P.C.F.-P.S.U. est possible en avril.

Dans une interview accordée à Tribune socialiste, hebdomadaire de son parti, M. Robert Chapuis, secrétaire national du P.S.U., explique que les conversations actuellement engagées entre le P.S.U. et le P.C.F. peuvent déboucher sur un accord dans le courant du mois d'avril.

« Il est apparu, indique-t-il, que des convergences se manifestaient : il était possible de les exprimer autour de quelques grandes questions concernant le travail, la vie sociale et l'Europe.

« (...) Notre espoir, c'est qu'un accord, s'il se conclut entre le P.C.F. et le P.S.U., ouvre la voie à des accords plus larges entre les forces populaires, syndicales et politiques, afin d'opposer à la politique commune du pouvoir et du patronat une unité d'action offensive de l'ensemble des travailleurs. La réalité se chargera de montrer qu'elle n'est utile et possible que sur une base anti-capitaliste. »

● M. Serge Maffert, qui vient de quitter le poste de rédacteur en chef et chef du service politique de France-Soir, devient conseiller, avec vocation générale, de Denis Baudouin, délégué général à l'information.

Le Monde

DOSSIERS ET DOCUMENTS

LE NUMERO 10

comportant dans la série « Vie sociale et politique » :

L'ÉCOLE

et dans la série « Économie et Société »

LA CRISE ÉCONOMIQUE EN GRANDE-BRETAGNE

vient de paraître

Prix de vente, le numéro : 2 F
Abonnement 1 an (10 numéros) : 18 F

Sur demande, tarif dégressif pour abonnements groupés expédiés à une même adresse.